

LE MIRAGE SOCIAL DU PÉTROLE GUYANAIS

LE 20 JUILLET 2012 SYLVAIN LAPOIX

Défendue par les élus locaux et la compagnie Shell à coup de chantage à l'emploi, l'extraction de pétrole au large de la Guyane serait à même d'endiguer le chômage endémique du département. Mais entre l'absence de garantie de recrutement local de la main d'oeuvre et le raffinage réalisé en métropole, le bénéfice réel de ce chantier sera certainement plus fiscal que social.



Le projet de forage pétrolier au large de la Guyane ne sortira pas de son marasme social le département ultramarin. Confirmée le 22 juin, l'autorisation de travaux pour les recherches d'hydrocarbures sous le plancher océanique était **défendue par les élus locaux** comme capable de dynamiser la région frappée d'un taux de chômage supérieur à 20%. Or, une fois les déclarations du PDG de la société Shell et les détails des opérations passées en revue, il n'y a guère à espérer plus de quelques centaines d'emplois locaux sur **les 19 600 Guyanais qui en cherchent toujours**.

Aucune garantie

Le premier poste de création d'emploi possible, c'est la plate-forme elle-même. Loué par Shell pour le compte du consortium, où sont également présents Statoil et Total, le bateau de forage **Stena Icemax** nécessite selon Shell deux équipes tournantes de 70 personnes ainsi qu'une vingtaine de personnes à terre pour fonctionner en phase d'extraction.

Interrogé par le quotidien régional France Guyane en décembre 2011, le PDG de Shell France (filiale du géant anglo-néerlandais créé pour l'occasion) laissait entrevoir la possibilité de salarier une majorité de locaux :

“

Le président de Shell France s'y est engagé : “La priorité sera toujours locale à compétence égale.” [...] Reste donc à mettre en place les formations et les infrastructures ad hoc. Si c'est le cas, Shell pourrait mener en Guyane la même politique qu'aux Philippines où elle exploite du pétrole avec 75% d'emplois locaux.

”

A l'occasion de son audition devant le Sénat le 30 mai 2012, Patrick Roméo a quelque peu précisé les modalités d'embauche des Guyanais, lesquelles sont notamment

conditionnées par des expériences préalables sur d'autres sites :



Il faut une qualification spéciale pour les emplois sur la plateforme, et notamment l'exigence de parler anglais. Il en découle la nécessité de formations. Shell a ainsi proposé de mettre en place un programme de formation assorti de recrutements, par des entreprises spécialisées dans le secteur pétrolier, qui pourraient s'engager à recruter progressivement quelques dizaines, voire plusieurs centaines de personnes et à les former pendant les quatre à cinq ans à venir sur des activités pétrolières déployées ailleurs dans le monde. Les personnes concernées pourraient ensuite revenir en Guyane avec les qualités requises, à l'occasion du démarrage d'une exploitation.



Un bémol auquel s'ajoutent les conditions d'embauche dans un secteur très concurrentiel sur le coût de main d'oeuvre, "pas sûr que les Guyanais acceptent de travailler aux salaires de base sur les plate-formes que proposera Shell", commente un spécialiste du secteur.



Les 160 emplois directs liés à la plate-forme ne sont cependant prévus que pour la phase d'exploitation qui devrait débiter, si les réserves sont confirmées, en 2019. En amont, le patron de Shell France évoque 25 emplois en cours de création et 60 indirects pour la phase exploratoire. En complément des emplois directs, la majeure partie des emplois "induits" relèvent des "oil field services", les services à l'entretien et à l'approvisionnement technique et quotidien de la plate-forme.

Pour la phase exploratoire et l'imagerie sous marine, la société française **CGGVeritas**, spécialisée dans les travaux géophysiques a été désignée explicitement par le PDG de Shell. Un technicien d'une entreprise de service d'exploration détaille la mission d'un tel sous traitant :



Une mission peut durer de quinze jours à deux mois mais mobilise tout au plus un bateau ou deux avec une poignée de salariés spécialisés. Il n'y a pas d'emplois créés : une fois le travail fini, les experts repartent sur une autre mission et les images sont envoyées à un centre d'imagerie.

”

Une fois l'exploitation engagée, le leader des services aux plate-formes offshore **Bourbon** pourrait prendre en charge la gestion de l'approvisionnement et de la maintenance en mer, l'entreprise assurant déjà cette tâche pour les sites d'extraction pétrolière de Shell au large des côtes africaines. Contactés par *Owni*, Bourbon et CGGVeritas n'ont pas souhaité évoquer leurs engagements auprès de la compagnie pétrolière. Un spécialiste du secteur pétrolier maritime chiffre l'intégralité des équipes à terre et en mer pour ce type d'opération à *"200 personnes, maximum"*.

Si on ajoute à ces effectifs les *"créations d'emplois induites"*, évaluées par le patron de Shell lors de son audition à *"un pour un"* par rapport aux salariés de la plate-forme, les retombées de l'activité d'extraction pourraient en 2019 atteindre 500 emplois dans tout le département. *"M. Roméo ne nous a donné aucune garantie sur la proportion de ces salariés qui pourraient venir de Guyane, insiste la sénatrice Europe écologie-Les Verts Aline Archimbaud, membre de la Commission chargé du département d'Outre-Mer. Il y a plus de potentiel dans l'agriculture et dans le secteur forestier..."*



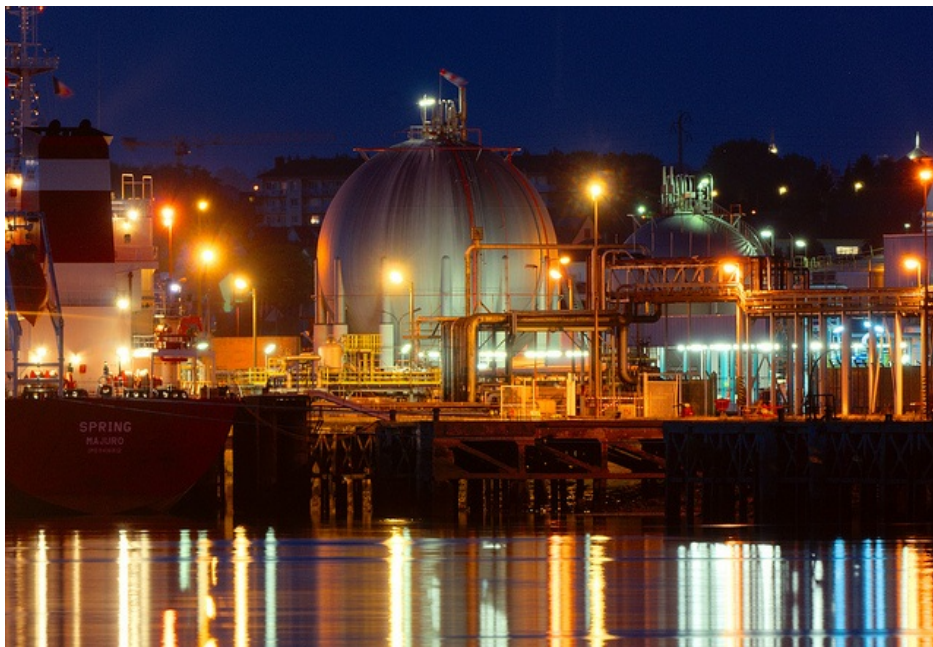
Sauvetage

En aval de la plate-forme, la possibilité pour la Guyane de raffiner voire de transformer le pétrole brut pouvait représenter une retombée positive en termes d'emplois. A ceci près que la Guyane ne dispose d'aucune capacité de raffinage propre et que celle de la France dans la région sont réduites à la consommation locale. Propriété du groupe Total à 50%, la Société anonyme de la raffinerie des Antilles (Sara) ne dispose **que de dépôts dans la région de Cayenne**, l'activité de raffinage étant intégralement implantée en Martinique pour une capacité de production de 800 000 tonnes de brut par an, lequel est acheminée de champs pétroliers principalement européens (notamment en Mer du Nord). La petite compagnie de raffinage est d'ailleurs menacée par la concurrence du Venezuela, produisant du pétrole localement à bien plus bas coût, et vers laquelle la Guyane elle-même pourrait se tourner. D'où l'inquiétude du président de la délégation sénatoriale à l'Outre mer, Serge Larcher :

“

Si la Sara perd cette clientèle, cela pourrait être problématique. La Sara est une structure de solidarité entre les départements français d'Amérique.

”



L'hypothèse de raffiner une partie du pétrole dans la région se heurte cependant à deux limites techniques : la capacité de raffinage et le type de pétrole. *“Le pétrole extrait en Mer du Nord n’est pas aussi profond que celui que Shell pourrait extraire au large de la Guyane, nous explique-t-on à la Sara. Nos installations ne sont pas forcément suffisantes pour raffiner un brut trop lourd, tout dépendra de ce que trouve la compagnie.”*

Mais le sauvetage de la Sara est bien loin d’être la priorité des élus. Laquelle était clairement formulée par le sénateur du Puy-de-Dôme, **Alain Néri**, le 30 mai :



Shell, en France depuis 1919, possédait la raffinerie de Petite-Couronne, qu’il a cédée en 2008 à Pétroplus. Aujourd’hui, la situation sociale et économique est dramatique, et Pétroplus en faillite. On comprend l’inquiétude des 550 salariés du site ! Faisons ensemble un peu de prospective : pourquoi ne pas raffiner le pétrole de Guyane à Petit-Couronne, qui est relié au port du Havre par un oléoduc ?



Au lendemain du remaniement qui avait vu la ministre du Développement durable, opposée au projet guyanais rabattue sur le commerce extérieur, **Marianne2** avait révélé que Nicole Bricq avait été la victime du chantage de Shell qui avait échangé le maintien de l’activité du site de raffinage de Pétroplus contre l’engagement de l’Etat à le laisser forer en mer.

Les deux dossiers sont en fait liés d’un point de vue industriel. Mais, dans la bouche du PDG de Shell, il n’apparaît pas comme acquis que les forages au large de la Guyane sauvent le raffinage le long de la Seine :



Le raffinage représente une activité très significative, mais le site de Petit-Couronne ne s’inscrit pas dans nos orientations à long terme. La basse Seine compte déjà deux raffineries beaucoup plus importantes, que Petit-Couronne n’est pas de taille à concurrencer. Nous avons choisi d’investir dans d’autres projets.





Bien plus proche que Le Havre du site d'extraction, le Brésil compte avec sa compagnie nationale Petrobras des capacités de raffinages considérables, qui nous ont été détaillées par leurs services :



La Petrobras dispose de 15 raffineries au Brésil, pour une capacité totale de deux millions de barils de pétrole par jour. [...] La majeure partie du brut raffiné par les raffineries Petrobras vient de la production offshore au large des côtes atlantiques du Brésil.



Une capacité 100 fois supérieure à celle de la petite Sara, couplée à des sites de stockage et à une expertise sur le brut offshore indisponible en France à moins de 7 000 km de Cayenne.

Royalties

Le plus gros potentiel éveillé par le pétrole guyanais reposerait en fait dans le partage des bénéfices. Le montant des royalties prélevées sur la valeur du pétrole s'élève, **selon le code minier**, à 12% de la valeur, auquel s'ajoute l'impôt sur les bénéfices, faisant grimper les prélèvements à 50 ou 60% du prix du brut extrait des eaux guyanaises. Des rentrées fiscales réparties également entre l'Etat et la région et que les élus locaux seraient encore en train de négocier à la hausse avec Shell, selon un conseiller du ministère du Développement durable.

En marge de ses activités et comme pour tous les projets de ce genre, la compagnie pétrolière prévoit des investissements dans deux axes pour stimuler le tissu local, faisant l'objet de deux groupes de travail détaillés par Roméo **durant son audition sénatoriale** :



Nous développons une connaissance approfondie du milieu, finançons des thèses et participons à des études en cours. [...] Le quatrième point concerne les actions en mer : soutien au secteur de la pêche, plan de développement des activités maritimes, aide à la constitution de coopérative de pêcheurs, recherche sur des moteurs plus adaptés, etc. C'est l'objet du dernier groupe de travail, qui associe notamment les pêcheurs.



Dans les deux cas, aucune perspective de création d'emplois n'est envisagée, seulement le soutien aux chercheurs et aux pêcheurs locaux. Autant de bénéficiaires qui n'atteindront leur pleine expression qu'à l'horizon 2019, quand débutera l'exploitation elle-même. Même en hypothèse haute, les travaux d'extraction ne semblent guère à même d'amener à la création de plus des 500 emplois liés à la plate-forme et ceux permis par les retombées fiscales (suivant les réserves effectives de brut). Loin du millier **estimé par M. Roméo**. Et pas forcément au bénéfice unique des Guyanais.

Photographies d'Hélène David © tous droits réservés, Collectif Argos/Picture Tank.
Reportage réalisé en 2005 sur le bateau-plateforme au large de l'Angola, où le groupe Total exploite le gisement Girassol à 1400 mètres de profondeur.
Photo de Petroplus au Havre par **CC BY Zigazou76** via Flickr

DAVON HENRY

le 20 juillet 2012 - 22:55 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Merci. Un article de très grande qualité qui répond à beaucoup des questions que je me posais quant à l'emploi.

VOUS AIMEZ



3

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

MANUTOPIK

le 21 juillet 2012 - 21:26 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bonjour,

J'ai réalisé une infographie sur l'exploitation pétrolière au large de la Guyane qui aurait pu avoir sa place dans cet article. A voir ici :

<http://www.une-saison-en-guyane.com/breves/les-bruits-de-locean/infographie-sur-le-petrole-au-large-de-la-guyane/>

VOUS AIMEZ



6

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

LATHENARDIERE

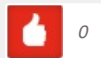
le 22 juillet 2012 - 6:01 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Je plussoies.

Ce travail est excellent !! ++

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

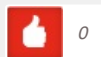
IZNOGOU

le 23 juillet 2012 - 15:46 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Ouahou, en effet, génial. Ca remet les idées en place.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

SPERONEL RAPHAEL

le 29 octobre 2012 - 16:07 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Excellent article qui traduit bien la complexité du développement dans nos territoires et au delà entre pays asymétriques. A l'heure où les paradigmes de rentabilité se heurtent à ceux du co-développement, j'espère que l'on se servira de cet article pour poser de façon innovante(et donc enrichissante) le paradoxe des échanges bi ou multilatéraux. Si l'on réintroduit (on peut rêver) l'éthique et la responsabilité sociétale d'un côté comme de l'autre des partenariats entre celui qui porte (la richesse potentielle) et celui qui a (les moyens de la fructifier) on peut imaginer un monde plus harmonieux.

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE